



HAL
open science

Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda, Rwanda, racisme et génocide. L'idéologie hamitique

Boris Adjemian

► **To cite this version:**

Boris Adjemian. Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda, Rwanda, racisme et génocide. L'idéologie hamitique . 2014. halshs-01510035

HAL Id: halshs-01510035

<https://shs.hal.science/halshs-01510035>

Submitted on 18 Apr 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Boris Adjemian

Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda, *Rwanda, racisme et génocide. L'idéologie hamitique*

Paris : Belin, 2013, 380 p.

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Boris Adjemian, « Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda, *Rwanda, racisme et génocide. L'idéologie hamitique* », *Études arméniennes contemporaines* [En ligne], 4 | 2014, mis en ligne le 15 juin 2015, consulté le 31 décembre 2015. URL : <http://eac.revues.org/718>

Éditeur : Bibliothèque Nubar de l'UGAB
<http://eac.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://eac.revues.org/718>

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

Bibliothèque Nubar de l'UGAB

Jean-Pierre CHRÉTIEN et Marcel KABANDA, *Rwanda, racisme et génocide. L'idéologie hamitique*, Paris : Belin, 2013, 380 p.

Cette synthèse historiographique très aboutie a été publiée à la veille des commémorations des vingt ans du génocide des Tutsi du Rwanda, par deux historiens bien connus de ceux qui s'intéressent au passé récent de cette région du monde. Historien de l'Afrique, grand spécialiste de l'histoire du Burundi, Jean-Pierre Chrétien a également beaucoup écrit depuis les années 1990 pour alerter ses collègues et le grand public sur les dérives de l'ancien régime rwandais, qu'il qualifia en 1994, dans une tribune restée célèbre, de « nazisme tropical »¹. Il a par la suite consacré une part importante de ses travaux au génocide de 1994, dont certains déjà en collaboration avec son collègue Marcel Kabanda². Spécialiste de l'histoire de l'Afrique des Grands Lacs, ce dernier est également le président de la section française de l'association Ibuka, dont l'action a pour but de renforcer la mémoire de ce crime, de favoriser l'action de la justice envers ses responsables et d'apporter un soutien aux rescapés.

Le fil directeur de l'ouvrage est la déconstruction des idéologies raciales et de leurs conséquences tragiques au XX^e siècle dans la région étudiée. Ces idéologies, distinguant les « vrais Africains » des « faux nègres » catégorisés comme « Hamites » dans une littérature européenne à prétention scientifique du XIX^e siècle, suivant le même schéma racial que celui qui opposa « Aryens » et « Sémites » à la même époque, ont imprégné la culture politique rwandaise dans le courant du XX^e siècle. Les auteurs situent ces idéologies dans la longue durée de leur genèse à l'époque coloniale et la sinuosité de leurs filiations, pour mieux expliquer ensuite l'importance prise par le marqueur racial dans la vie politique et sociale du Rwanda, avant même l'indépendance de 1962, mais aussi bien sûr après et jusqu'au génocide des Tutsi d'avril-juillet 1994, surdéterminant le retentissement de l'événement et ses réceptions internationales. Ils montrent ainsi comment une construction idéologique de l'africanisme européen a pu devenir un élément des cultures politiques africaines contemporaines, posant

1. Jean-Pierre Chrétien, « Un nazisme tropical », *Liberation* du 26 avril 1994. Lire aussi, du même auteur, « Un "nazisme tropical" au Rwanda? Image ou logique d'un génocide », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1995, n°48, p.131-142.

2. Notamment dans Jean-Pierre Chrétien, Jean-François Dupaquier, Marcel Kabanda et Joseph Ngarambe (dir.), *Rwanda. Les médias du génocide*, Paris: Karthala, 1995.

du même coup la question de la responsabilité du scientifique face au succès dévastateur d'un tel imaginaire, et face aux violences de la seconde moitié du XX^e siècle qui ont donné à l'antagonisme Hutu-Tutsi « un air d'éternité et d'évidence incontournable » (p. 86, 98). La première partie du livre retrace avec minutie et érudition cette genèse idéologique de « l'hypothèse hamitique », typique de la science anthropologique, linguistique et africaniste de la seconde moitié du XIX^e siècle, quand Arthur de Gobineau pouvait affirmer, dans son *Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853-1855), qu'une ancienne « coulée blanche » ou « chamite » vieille de cinq mille ans avant notre ère était à l'origine de tout trait de civilisation en Afrique, la raciologie s'imposant sur ce continent comme « un succédané de l'histoire » (p. 26). L'historiographie africaniste est d'emblée « lestée » de ce modèle diffusionniste, qui cherche à découvrir à tout prix des origines phéniciennes, juives ou sabéennes aux forteresses de Zimbabwe ou au royaume du Monomotapa. Pendant toute la période coloniale en Afrique, l'hypothèse hamitique, qui interprète toute trace de « civilisation » comme la résultante de l'invasion de conquérants « hamites » par opposition aux « nègres en tant que tels » – catégorisés comme « Bantous » pour ce qui concerne l'Afrique des Grands Lacs et une partie de l'Afrique de l'Est –, sert de « clé de voute » à la science africaniste, « devenue un schéma récurrent et omniprésent, un véritable tic ethnographique » (p. 32). Bien que les historiens de l'Afrique n'aient eu de cesse de remettre en cause ces schémas raciaux depuis les années 1960, les auteurs font remarquer à quel point il est troublant de constater que l'africanisme du premier XX^e siècle a traversé sans difficulté apparente la fracture idéologique provoquée par la Seconde Guerre mondiale et la Shoah, comme si les élucubrations racistes, disqualifiées dans le cas de l'antisémitisme, se perpétuaient sous la forme d'un discours toujours légitime au sujet des Noirs et de l'Afrique (p. 35). Au Rwanda et au Burundi, colonies allemandes puis territoires sous tutelle belge après 1923, qui servirent de « laboratoire » grandeur nature, avec le Buganda voisin, à l'opposition idéologique entre « Hamites » et « Bantous », l'image forte, empreinte d'imagerie féodale et facile à communiquer de seigneurs pastoraux grands et élancés, « aux membres fortement allongés » et « le nez souvent sémitique sinon arménoïde » (p. 77), descendants de conquérants d'origine extra-africaine régnant sur d'immenses troupeaux bovins et sur un petit peuple beso-

gneux de serfs cultivateurs d'origine autochtone, « généralement trapus et brachycéphales », s'impose dès le début du XX^e siècle, impliquant l'établissement de hiérarchies raciales et sociales, notamment entre Tutsi (censés être venus du « Nord ») et Hutu au Rwanda, et recouvrant également des caractéristiques morales collectives considérées comme intrinsèques, à l'exemple de la « fourberie » dont feraient par essence preuve les Tutsi. Stéréotypes infondés scientifiquement, certes, mais qui auront de nombreux effets dans la réalité sociale tout au long du XX^e siècle dans l'ensemble de la région des Grands Lacs, et notamment au Rwanda où, si l'analogie est permise avec le célèbre ouvrage de Lucien Febvre sur La religion de Rabelais, il était aussi impossible de récuser cette vision que d'être incroyant au XVI^e siècle (p. 67). Par l'intermédiaire du Groupe scolaire d'Astrida (actuelle Butare, commune du sud du Rwanda) destiné à former les élites administratives indigènes sous la tutelle belge et les futurs cadres du pays, une sélection raciale est instaurée au profit des Tutsi, qui représentent la grande majorité des élèves. L'Église catholique également s'appuie délibérément sur ce qu'elle considère comme l'élite tutsi, participant elle aussi à ancrer l'idée de la supériorité de cette minorité d'environ 10 % de la population sur le reste des habitants du pays.

C'est dans les dernières années de la tutelle belge sur le Rwanda que se révèlent les conséquences destructrices de cette idéologie désormais fermement ancrée dans les esprits, tant de l'administrateur colonial que de ses administrés indigènes et de ses auxiliaires dits « évolués ». En mars 1957, une note de protestation « sur l'aspect social du problème racial indigène au Rwanda », mieux connu sous le titre apocryphe de « Manifeste des Bahutu », dénonce la mainmise d'un colonialisme « hamite » – entendons tutsi – sur la population du territoire. Ses signataires, dont le futur premier président du Rwanda indépendant, Grégoire Kayibanda, développent un mouvement politique à base ethnique – le « Parti du mouvement de l'émancipation des Bahutu », ou Parmehutu – qui prône avec l'appui de l'épiscopat et de nombreux missionnaires catholiques belges une révolution « démocratique », c'est-à-dire le renversement de ce qui était dénoncé comme la domination raciale exercée par les Tutsi. À partir du 1^{er} novembre 1959, ce programme est mis à exécution au cours de la « Toussaint rwandaise », qui s'illustre par une violence massive contre les civils, essentiellement tutsi. Après l'indé-

pendance (1962), c'est une « démocratie » toute particulière – le Parmehutu est en situation de parti unique dès 1963 – que met en place la première république rwandaise sous la présidence de Kayibanda, où les plus hautes autorités forgent un vocabulaire de légitimation des massacres perpétrés ou en préparation contre les Tutsi, désignés comme « l'ennemi intérieur » (mais aussi les « cafards » – *inyenzi* en kinyarwanda) dont « le peuple majoritaire » (c'est-à-dire les Hutu) est appelé à se débarrasser. À partir de 1973, s'appuyant sur l'existence de la mention ethnique sur la carte d'identité, la mise en place de quotas réserve 85 % des emplois publics et des places d'école aux Hutus, 14 % aux Tutsi et 1 % aux Twa, à raison de leur importance relative supposée dans la population selon les estimations qui servaient de référence aux autorités. L'appartenance ethnique de chaque enfant est mentionnée sur une fiche qui le suit durant toute sa scolarité. L'enseignement à l'école des stéréotypes et mythes raciaux hérités des années 1950 entraîne une continuité idéologique totale jusqu'en 1994, la logique raciale du régime en place étant introduite durablement dans la société, et particulièrement au sein de la jeunesse rwandaise. Au début des années 1990, alors que le régime du président Juvénal Habyarimana est en guerre contre le Front patriotique rwandais (FPR), qui regroupe des descendants d'exilés rwandais, en grande majorité tutsi, basés en Ouganda, le journal *Kangura*, que Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda comparent au *Je suis partout* de l'Occupation (p. 178), publie un brûlot raciste intitulé les « Dix commandements du Hutu », sorte de bréviaire de la haine antitutsi, dénonçant un complot tutsi d'assujettissement des Hutu, dont le FPR serait le bras, et jouant sur le registre conspirationniste à la manière des Protocoles des Sages de Sion dans la littérature antisémite. La réintroduction du multipartisme en 1991 amène la création de partis extrémistes et racistes tels que la Coalition pour la défense de la République (CDR), tandis que le parti présidentiel, le MRND, crée en son sein une organisation de jeunesse qui servira de milice et jouera un rôle majeur deux ans plus tard dans le génocide, les interahamwe. À plusieurs reprises, on assiste à de véritables « répétitions générales » avec des pogroms dirigés contre les Tutsi dans plusieurs localités de province, comme à Ruhengeri en janvier 1991 ou dans le Bugesera en mars 1992 (p. 192-196).

Dans ce contexte idéologique où la suppression physique de l'ennemi intérieur était avancée depuis des années par les partis extrémistes anti-tutsi et certains médias comme la seule garantie de sécurité pour la majori-

té de la population, l'application de l'accord de paix d'Arusha, signé le 4 août 1993 entre le gouvernement rwandais et le FPR, et qui était censé sceller la fin de la guerre civile, s'est avérée illusoire. La campagne d'appel à la haine raciale menée de 1993 à 1994 par plusieurs médias rwandais – dont encore une fois Kangura mais aussi la tristement célèbre et très influente « Radio-télévision libre des mille collines » (RTL³) – en résonance avec les forces politiques les plus extrémistes se réclamant du Hutu power, combine étrangement, dans ces mois qui précèdent le génocide, « une sorte d'exubérance joyeuse, qu'on retrouvera dans l'ambiance festive de la chasse aux Tutsi entre avril et juillet 1994 et l'expression d'une source d'angoisse dont on ne sait plus comment sortir », le sentiment d'un chaos « dans lequel le pays serait injustement piégé et dont il ne pourrait sortir que de la manière la plus folle » et la plus radicale. Comme dans l'Allemagne des années 1930-1940 ou l'Empire ottoman durant la Première Guerre mondiale, le génocide serait « un acte de régimes désespérés » selon les auteurs, qui citent ici l'historien britannique Mark Levene, acte accompli au sein de nations confrontées à des échecs graves ressentis comme une injustice par rapport à leurs espoirs de modernisation et de grandeur (p.210-211). Dans le même temps, expression symptomatique d'une « propagande en miroir » utilisée depuis des décennies contre les Tutsi, le FPR se voit attribuer la responsabilité du bain de sang, annonçant d'ores et déjà les fables négationnistes qui connaîtront un certain succès – notamment en France – dans les années 2000.

3. Le rôle des médias dans le génocide rwandais a été étudié très tôt après les événements, notamment dans Jean-Pierre Chrétien *et al.*, *op. cit.*

Le chapitre consacré au génocide proprement dit, qui fit selon les auteurs plus d'un million de morts, visant les Tutsi dans leur ensemble et des Hutu membres de l'opposition politique qui pouvaient être identifiés à des « complices » ou des traîtres, s'emploie à démontrer l'organisation des massacres et le choix des cibles, « loin du cliché des atavismes tribaux ou de la sauvagerie naturelle supposée des sociétés africaines » (p.213). Dès l'assassinat du président Habyarimana le 6 avril 1994 (voir plus loin), le gouvernement intérimaire dirigé par le colonel Bagosora s'emploie à éliminer tous ceux qui, au sein de l'appareil d'État et du personnel politique, sont susceptibles de s'opposer à la conduite des massacres. Dans le même temps, le régime rwandais parvient encore à faire bonne figure au niveau international : des délégations sont reçues à Paris fin avril 1994, à Nairobi en mai, au sommet de l'Organisation de l'unité africaine à Tunis en juin,

alors que les massacres battent leur plein ; le Rwanda siège même alors comme membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, qui décidera l'envoi d'une force d'interposition. Autant d'éléments qui montrent, selon les auteurs, qu'« il y a bien un pilote aux commandes de la machine d'extermination des Tutsi » (p.215), malgré la débâcle militaire qui se profile face à l'offensive du FPR. Impulsée depuis le sommet de l'État, la mécanique et la bureaucratisation du génocide se mettent en place avec une redoutable efficacité en utilisant les nombreux relais offerts par les préfets, les sous-préfets, les bourgmestres et les chefs de collines, tous nommés par le pouvoir de Kigali, ainsi que les notables (médecins, religieuses, prêtres, enseignants, riches commerçants, etc.) Le recours à la radio, la RTLM, véritable « état-major des mots » qui accompagne et guide quotidiennement les massacres, avec une influence démultipliée dans les zones rurales, atteste lui aussi « qu'on n'est pas en présence de tueries anarchiques » (p.220). Les nombreux extraits d'émission de cette radio traduits et commentés par les auteurs de cet ouvrage montrent de manière très crue la passion raciste qui y est exprimée à longueur d'antenne au moment du génocide et la conscience claire de ce qui est en train de se dérouler. Il apparaît, au fil de cette analyse de l'évolution politique rwandaise des années 1990-1994, « que les morts du Rwanda ont été d'abord produits par des mots » (p.236), lesquels reprenaient incessamment l'idéologie raciste dont Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda ont montré la cristallisation dans les décennies précédentes. En ce sens, le génocide n'est pas plus une extermination programmée depuis des années qu'un recours à la violence extrême inspiré tactiquement par une conjoncture politique et militaire (selon la classique opposition entre thèse intentionnaliste et thèse fonctionnaliste), mais plutôt la résultante d'un cadre idéologique dominant, celui d'un racisme d'État, qui avait instillé en profondeur dans la société rwandaise la croyance en la perspective inéluctable d'une « guerre des races » légitimant la recherche d'une solution finale de la question tutsi.

Pour finir, c'est en exposant « la mondialisation du syndrome hutu-tutsi » dans les années qui ont suivi le génocide que les auteurs complètent leur analyse globale des causes et des effets des idéologies raciales dont ils retracent la carrière, pointant notamment « l'obsession ethniste » qui s'est emparée du Congo des années 2000, avec encore une fois, comme au Kivu, l'assimilation des Tutsi à des envahisseurs d'origine sémite agents

d'un complot d'asservissement. Dans ce même contexte, l'absence de génocide au Burundi, pays pourtant constamment comparé au Rwanda voisin et qui semblait dériver vers le « modèle rwandais » au début des années 1990, met en relief le rôle déterminant et la responsabilité des autorités politiques dans de tels processus, loin de l'idée de haines ataviques et séculaires souvent utilisée par des commentateurs professionnels volontiers présentés comme experts pour interpréter les conflits « ethniques » en Afrique, loin aussi de la théorie de « colères » populaires génératrices de violences spontanées. Dans ce contexte, le rôle des partenaires étrangers est crucial. Or, dans les années 1990, à Washington comme à Paris – et singulièrement à l'Élysée du temps de François Mitterrand, où sévissait aussi le « complexe de Fachoda » (p. 306) et la peur d'une conquête de l'ancien pré carré français en Afrique par « les Anglo-saxons » –, le regard porté sur le Rwanda reste celui d'« un africanisme à l'ancienne, avec ses querelles “tribales”, doublées dans ce cas par un contentieux entre un “peuple” et des “féodaux” » (p. 279). Les médias ne sont pas en reste. Alors que la presse belge met en exergue la réalité du génocide en train de s'accomplir dès la mi-avril 1994, en France *Le Monde* attend le 2 juillet pour faire figurer le terme en première page, précautionneusement entouré de guillemets. Il est bon de rappeler comment les faiseurs d'opinion de l'époque – dont certains noms et visages font encore partie du paysage actuel –, tels Jean d'Ormesson pour *Le Figaro*, Alexandre Adler pour le *Courrier international*, ou encore Jean Daniel pour *Le Nouvel Observateur*, peuvent alors disserter sur ces massacres exotiques ou la géopolitique africaine et affirmer doctement, comme ce dernier, que le Rwanda est partagé entre « deux ethnies : les Tutsis, d'allure plutôt soudano-arabe, et les Hutus, peuple bantu négroïde » (p. 281), reprenant ainsi tous les codes des théories raciales et essentialistes expliquées plus haut, et présentant au passage les massacres d'avril comme le résultat d'un différend entre une minorité dominante – les Tutsi – et une opposition majoritaire – les Hutu : « un fossé stupéfiant s'affiche ainsi en France entre l'idéologie toujours en vogue sur l'Afrique et les acquis de la recherche scientifique depuis un demi-siècle » (p. 281). Dans le même ordre d'idée, les auteurs remarquent que l'insistance de la presse française depuis une dizaine d'années sur l'attentat contre l'avion du président Habyarimana le 6 avril 1994 comme prétendu « déclencheur » du génocide – faisant notamment écho au travail du juge Bruguière – est aussi pertinent que si on discutait à l'infini de l'assassinat de l'archiduc

François-Ferdinand à Sarajevo pour expliquer l'éclatement de la Première Guerre mondiale. Mais cette insistance a aussi permis pendant plusieurs années d'attribuer l'attentat – et donc la responsabilité du génocide – non aux extrémistes hutu mais au FPR, c'est-à-dire à l'opposition armée au régime de Juvénal Habyarimana. Au reste, le FPR et « les Tutsi » furent accusés d'avoir commis un second génocide, contre les Hutu cette fois, par vengeance. Ce type d'arguments, qui ont malheureusement été repris dans de nombreux médias français de tous niveaux – allant de *Valeurs actuelles* au *Débat* – pendant des années, sont en fait au cœur du négationnisme qui s'est développé depuis 1994 pour minorer ou justifier, avec un certain succès (les ventes de livres de certains journalistes et experts autoproclamés en font foi), le génocide des Tutsi.

L'ouvrage de Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda ne doit pas être compris comme une histoire du génocide d'avril-juin 1994 au sens strict, mais plutôt comme un vaste essai sur la genèse et la transformation des idéologies qui l'ont engendré, du XIX^e au début du XXI^e siècle. Par les nombreuses similitudes qu'il établit notamment entre les avatars de « l'idéologie hamitique » et l'antisémitisme, et entre deux génocides – celui des Tutsi et celui des juifs et des Tziganes – ayant la particularité d'être fondés sur le racisme biologique le plus littéral, cet ouvrage est susceptible d'alimenter l'étude comparée des génocides et des violences de masse. Il y a donc là un livre fort utile pour comprendre la genèse des génocides, mais aussi les mécanismes intrinsèques de leur négation, d'autant plus utile qu'il n'en existe pas d'équivalent dans l'historiographie de tous les génocides, comme par exemple celle du génocide des Arméniens, pour lequel l'étude des discours des criminels et des négationnistes n'a à ce jour pas encore été faite avec la même ampleur historique ni la même profondeur analytique. En ce sens, le travail de Chrétien et Kabanda est plus sûrement à rapprocher de celui de Pierre Vidal-Naquet et de ses *Assassins de la mémoire*. Le présent ouvrage pourrait pareillement s'avérer d'un grand apport à l'avenir et servir, à son tour, de référence pour la déconstruction des négationnismes.

Boris Adjemian
IMAf, Bibliothèque Nubar